

Élections à Singapour : « démocratie illibérale »¹ ?

Enjeux officiels et officieux à court et à long terme

Compte-rendu de la table ronde du 15 juillet 2019

par le Dr. Eric Frécon (Asia Centre / Irsem)

Table-ronde 8, Observatoire de l'Asie du Sud-Est, année 2019 - 2020

Synopsis

Introduction

Problématique

Méthodologie

L'importance des élections à venir pour Singapour... et la France

D'un point de vue structurel : *hard, soft et smart powers*

D'un point de vue conjoncturel : un « sentiment » de transition amorcée en 2011

Une dynamique politique quasi-imperceptible, parfois à contre-courant, ou alors cadrée

Raisons structurelles : une opposition mécaniquement muselée sur tous les fronts

Raisons conjoncturelles : un pays sous contrôle depuis la crise de 2008 et les élections de 2011

L'heure des débats (post-)post-coloniaux et de la génération post-miracle asiatique

Nouvelle donne à l'échelle nationale

De premières indications à l'échelle régionale ?

Conclusion

Questions & Réponses

Bibliographie introductive



Synopsis

Le destin politique de Singapour importe, non seulement pour la région, mais aussi pour la France. Or, des inflexions notables, aussi bien diplomatico-sécuritaires que socio-politiques, pourraient avoir lieu à l'occasion des prochaines élections législatives – pas encore officiellement annoncées – et qui devraient être suivies par le départ du Premier ministre Lee Hsien Loong (en poste depuis 2004 et fils du fondateur de la République de Singapour Lee Kuan Yew).

S'agissant de l'Indopacifique, la cité-Etat se trouve au cœur du noyau régional. Elle officie comme *hub* maritime et aérien, bénéficie du plus important budget de la défense au sein de l'ASEAN, sans compter son *soft power* et sa capacité à dicter l'agenda régional via ses médias, universités (où se forment les élites de la région) et think tanks (levier essentiel des réunions *Track 2*). Sa posture diplomatique – « amie de tous », propre aux micro-Etats – la place habituellement entre États-Unis et Chine, aussi bien, on l'a vu en 2018, qu'entre États-Unis et Corée du Nord. Singapour s'imagine même régulièrement comme '*honest broker*' régional, d'où sa politique envers le conflit maritime en mer de Chine du Sud.

En ce qui concerne la France, voire l'Europe, rappelons que Singapour abrite la troisième communauté française en Asie. Singapour constitue une cible de choix pour l'industrie de l'armement française ; Thalès et Naval Group y sont implantés. Les plus grandes entreprises du CAC 40 français comme la BNP, Total ou CMA-CGM ont leur bureau asiatique dans la cité-Etat, ainsi que de grandes écoles et universités françaises comme l'INSEAD, l'ESSEC et la Sorbonne à travers des formations saisonnières. Le Premier ministre Lee Hsien Loong avait été invité lors des cérémonies du 14 juillet 2018 ; en retour il avait convié Emmanuel Macron à ouvrir le Shangri-La Dialogue, sans doute pour l'édition de 2020. Enfin, le 13 février 2019, le parlement de l'Union Européenne a approuvé un accord commercial de libre-échange avec Singapour.

Dans ce contexte, il importe donc de connaître les priorités à venir de Singapour, surtout à l'occasion d'une transition politique qui n'en finit pas (depuis les élections de 2011 et la mort de Lee Kuan Yew en 2015). Au-delà de la question des nouvelles élites amenées à prendre le relais, quelle sera l'attitude du prochain gouvernement ? Se concentrera-t-il sur les questions domestiques et socio-économiques, à l'heure où le modèle de « société plurielle » ou multiculturelle est rediscuté ? Revertira-t-il sa position à l'égard de la Chine... ou des États-Unis... – comme le craignait très récemment des think tanks américains ? En creux, à force de vouloir s'émanciper des tuteurs aussi bien internes (en la personne des élites de la troisième génération) qu'extérieurs (Pékin et Washington), peut-on s'attendre à une fenêtre d'opportunité pour la France ? C'est ce double titre qu'une analyse fine des prochains chefs de file – capables ou non de dépasser la paranoïa ou

pusillanimité habituelles – sera décisive.

La réflexion s'appuiera aussi bien sur les tendances à long terme, avec le recul des neuf chapitres annuels rédigés sur le sujet pour l'IRASEC, que sur le court terme, à partir d'entretiens plus ou moins formels à Singapour



L'Asie du Sud-Est a été marquée par plusieurs scrutins ces dernières années. La Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie ont tenu leurs principales élections qui ont vu la prise de pouvoir de l'opposition (Malaisie), le renforcement de l'autoritarisme (Thaïlande) ou la continuité politique (Indonésie).

De nombreux signes montrent que Singapour va tenir ses élections législatives dans les prochains mois. Il y a eu tout d'abord les déclarations de Goh Chock Tong, ancien Premier ministre de Singapour entre 1990 et 2004 concernant la prochaine génération de leaders. Puis, le gouvernement singapourien a annoncé des baisses d'impôts et de taxes pouvant laisser envisager à un cadeau fiscal pour les électeurs, malgré des indicateurs économiques inquiétants pour la cité-Etat². Enfin, les fonctionnaires, qui servent comme présidents, assesseurs ou secrétaires dans les bureaux de vote lors des élections, devraient être amenés à ne pas prendre de congé pendant une période définie³. Si la date officielle n'a pas encore été annoncée, les principaux experts et journalistes avançaient le scrutin pour le second semestre de cette année : 2019 étant le bicentenaire de Singapour.

Cependant, les élections pourraient se tenir en 2020 étant donné la difficulté du successeur en titre, Monsieur Heng Swee Keat, actuel ministre des Finances, à prendre du charisme et du fait de ses difficultés à être populaire auprès de la population – alors que la personnalité de Lee Hsien Loong avait pesé dans la large victoire du parti au pouvoir en 2015⁴. L'actuel Premier ministre avait auparavant déclaré qu'il souhaitait se retirer avant ses 70 ans donc avant 2022⁵. Sur le plan extérieur, l'impact de la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis envers l'économie singapourienne commence à inquiéter les principaux dirigeants de la cité-Etat et pourrait les appeler à la prudence, donc reporter les élections, au plus tard, en 2021⁶.

2 - Kirsten Han, « The guessing game for Singapore's elections », *Lowy Institute*, publié le 16 juillet 2019, disponible sur : <https://www.lowyinstitute.org/the-interpret/guessing-game-singapore-elections> 3 - *Ibid.*

4 - Stefania Palma, « Singapore ruling party picks candidate for next PM », *The Financial Times*, publié le 23 novembre 2018, disponible sur : <https://www.ft.com/content/99b04f62-eee4-11e8-8180-9cf212677a57>

5 - Bhavan Jaipragas, « Why Singaporeans are anxious to know who will replace Prime Minister Lee Hsien Loong », *The South China Morning Post*, publié le 4 novembre 2017, disponible sur : <https://www.scmp.com/week-asia/politics/article/2118357/singapore-burning-question-who-will-succeed-lee-hsien-loong>

6 - Kirsten Han, « The guessing game for Singapore's elections », *Lowy Institute*, publié le 16 juillet 2019, disponible sur : <https://www.lowyinstitute.org/the-interpret/guessing-game-singapore-elections>

Problématique

A priori, ces élections ne rentrent dans aucun schéma observé dans la région en 2018-2019. En effet, Singapour, en tant que cité-Etat, a des spécificités propres aux micro-Etats : elle est multiculturelle, multireligieuse et multiethnique. Elle n'a pas connu de décolonisation violente comme les autres pays de la région (Indonésie, péninsule Indochinoise, Malaisie). Elle ne peut pas reposer son récit national sur la lutte contre le colonisateur occidental comme le font, par exemple, le Vietnam ou l'Indonésie. Pis, Singapour a été expulsée de la confédération malaisienne en 1965 à son grand regret⁷. Elle n'a pas sa propre langue (« le singapourien »), mais plusieurs langues officielles : l'anglais (du temps de la colonisation britannique, promue comme langue unificatrice de la nation), le malais (du fait de sa situation géographique, le malais est la langue historique et nationale ; elle est utilisée pour l'hymne national, la devise nationale et pour les ordres dans l'armée), le mandarin (du fait de l'importante communauté ethnique chinoise) et le tamoul (60% des Indiens de Singapour ont le tamoul comme langue native). Singapour est aussi mondialement connue pour sa stabilité et sa richesse. Pour l'année 2018, le PIB de Singapour est de 364 157 milliards de dollars américains contre 1 042 000 milliards de dollars américains pour l'Indonésie et 354 348 milliards de dollars américains pour la Malaisie. Pour autant, le revenu par habitant de Singapour est très loin devant avec 64 581 dollars américains par habitant contre respectivement 3 893 pour l'Indonésie et 11 238 pour la Malaisie⁸.

Le Dr Eric Frécon a rappelé le danger des généralisations qui serait tentant pour les pays membres de l'ASEAN en citant Raymond Aron, méfiant vis-à-vis du « mouvement de l'histoire », afin de dire que chaque pays a ses spécificités et que nous ne pouvons prévoir l'avenir⁹ !

Malgré tout, ces élections nous apprennent-elles quelque chose sur le pays ?

Méthodologie

Lorsque nous faisons des recherches sur Singapour, il y a plusieurs contraintes de recherche à prendre en compte, tout particulièrement sur le terrain. L'un des moyens des autorités visant à contrôler la recherche ou l'expression des étrangers est la politique des visas et permis de travail. Plusieurs journalistes ont vu le renouvellement de leurs documents officiels mystérieusement refusé, comme avec l'agence de presse *Reuters* ou le média *Kontinentalist*. Sur le plan économique, les études statistiques publiées par les agences gouvernementales sont volontairement peu lisibles, lorsqu'elles sont publiées, avec l'utilisation de plusieurs chiffres différents pour une même donnée ou des changements dans le calcul avec la prise en compte ou non de certains facteurs. Pour ses premiers 7 -Chan Heng Chee, « Singapore: The Politics of Survival 1965–1967 », *New York: Oxford University Press*, 1971, 65 pages.
8 - Toutes les données viennent de la Banque Mondiale Internationale (*World Bank*), disponible sur : <https://data.worldbank.org>
9 - Raymond Aron, « Le mouvement de l'histoire », *INA Culture*, émission d'*Apostrophes* du 29 janvier 1982, disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=Mtkamky5f3k>

travaux sur la société singapourienne, le Dr Eric Frécon a préféré utiliser un pseudonyme montrant ainsi les difficultés auxquelles les chercheurs font face pour des recherches académiques sérieuses. Les principales maisons d'éditions singapouriennes ont de très forts liens avec les autorités et reprennent le discours officiel sur l'histoire ou la politique de la cité-Etat. À l'autre extrémité, l'historien et activiste australien Michael Barr a publié un livre remettant en cause l'histoire officielle singapourienne vue par les autorités et « la mythologie voire l'auto-félicitation » de la part de ces derniers au sujet du développement de Singapour depuis l'indépendance¹⁰. Il est l'un des plus fervents critiques étrangers du système singapourien¹¹. Cependant, entre ces deux discours, il n'existe pas de voie médiane visant à remettre en cause le discours officiel sans pour autant entrer dans le complotisme. Entre l'expatrié enthousiaste et le militant méfiant, le chercheur doit louver.



L'importance des élections à venir pour Singapour... et la France

D'un point de vue structurel : hard, soft et smart powers

Sur le plan historique, les autorités ont habilement joué du mythe du *kampung* malais et de l'indépendance subie. Selon eux, Singapour, petite ville côtière sans ressources, aurait été injustement expulsée de la fédération malaisienne et n'aurait eu d'autre choix que de se développer en partant de zéro. La vérité est que le colonisateur britannique avait apporté de nombreuses infrastructures et Singapour était déjà un *hub* économique important dans la région dans les années 60, au moment de l'indépendance. Même si le développement singapourien de ces dernières décennies reste impressionnant, la cité-Etat ne partait pas de zéro, d'autant qu'elle n'avait pas connu de destruction majeure due à des troubles ou conflits depuis 1945.

Sur le plan militaire, Singapour a le premier budget militaire des pays membres de l'ASEAN avec un équipement moderne et conséquent qui renforce la sécurité de la cité-Etat. Cependant, des voix commencent à s'élever sur la politique de défense singapourienne et le coût de celle-ci. L'exemple le plus probant est l'acquisition prochaine par les forces aériennes singapouriennes de l'avion de combat américain F-35 alors que les F-16 actuels ont été modernisés, il y a quelques années. Ils sont toujours technologiquement supérieurs à la plupart des appareils des forces aériennes asiatiques. Le coût de l'acquisition du F-35 par les forces aériennes singapouriennes n'a pour le moment pas été annoncé,

10 - Michael D. Barr, « Singapore, A Modern History », *Bloomsbury Academic*, 2018, 296 pages.

11 - Michael D. Barr, « Singapore's ruling elite is fraying at the edges – and at the centre », *Inside Story*, publié le 1 février 2019, disponible sur : <https://insidestory.org.au/singapores-ruling-elite-is-fraying-at-the-edges-and-at-the-centre/>

mais devrait dépasser le milliard de dollars américains pour douze appareils, dans un premier temps¹².

Sur le plan économique, Singapour est le cinquième centre de raffinage au monde pour l'année 2015¹³. Le pays s'est spécialisé dans l'exportation de carburant raffiné. Elle accueille la septième raffinerie du monde avec la Jurong Island Refinery de l'entreprise américaine ExxonMobil, qui produit environ 605 000 barils par jour. Les grandes entreprises françaises ont toutes leurs sièges pour la région Asie-Pacifique dans la cité-Etat comme par exemple pour CMA-CGM, Total, Thalès, la BNP, etc.

Singapour, de par sa position géographique dans le détroit de Malacca et le détroit de Singapour et donc entre l'océan Indien et l'océan Pacifique, est un *hub* pour le transport maritime et le transport aérien. Pour l'année 2017, le détroit de Singapour a vu le passage de 84 000 navires. En 2020, ils devraient être aux environs de 100 000¹⁴. En 2016, le port commercial de Singapour était le deuxième au monde en termes de volume de marchandise pour les containers. Il était le premier mondial en termes de transbordement. Malgré une concurrence farouche des ports chinois et une baisse d'activité par rapport à la dernière décennie, sa position géographique en fait un port incontournable pour les compagnies maritimes. La percée d'un canal au niveau de l'isthme de Kra en Thaïlande, afin d'éviter le détroit de Malacca, ne semble pas à l'ordre du jour chez les autorités thaïlandaises malgré un projet chinois dans le cadre de la Nouvelle Route de la Soie. Même si la construction du canal devait commencer, la cité-Etat a cependant le temps de s'adapter étant donné les délais de construction longs pour ce type de projet. D'autre part, elle possède des infrastructures maritimes de pointe et un savoir-faire qui n'est plus à démontrer, particulièrement dans la logistique maritime (stockage, réparation, etc.).

L'aéroport de Singapour, le *Changi airport* est premier dans les classements mondiaux en termes d'infrastructures, de confort et de services selon le classement fait par Skytrax¹⁵. Les autorités ont bien compris que leur infrastructure aéroportuaire était essentielle à la vitrine du pays et ont donc massivement investi dans des travaux d'agrandissement ces dernières années, avec la création de deux nouveaux

12 - Aqil Haziq Mahmud, « Singapore to buy 4 F-35 fighter jets with option for 8 more; price comparable to F-15SG », *Channel News Asia*, publié le 1 mars 2019, disponible sur : <https://www.channelnewsasia.com/news/singapore/f35-fighter-jets-mindef-singapore-air-force-buy-4-budget-2019-11300934>

13 - Global Business Magazine of Hannover Messe, «Singapore: A leading manufacturing hub», *Economic Development Board*, 21 mai 2018, disponible sur : <https://www.edb.gov.sg/en/news-and-events/insights/innovation/singapore-a-leading-manufacturing-hub.html>

14 - Pierre-Olivier Beyrand, « Le canal de Kra, symbole des ambitions expansionnistes chinoises : les Nouvelles routes de la Soie (1/2) », *Portail de l'Intelligence Économique*, publié le 4 juin 2018, disponible sur : <https://portail-ie.fr/analysis/1842/le-canal-de-kra-symbole-des-ambitions-expansionnistes-chinoises-les-nouvelles-routes-de-la-soie-12>

15 - Karamjit Kaur, « Changi Airport bags Skytrax best airport title for 7th straight year », *The Straits Times*, publié le 28 mars 2019, disponible sur : <https://www.straitstimes.com/singapore/transport/changi-airport-bags-skytrax-best-airport-title-for-7th-straight-year>

terminaux : le terminal 4 (construit) et le terminal 5 (en cours de construction). Le but affiché est d'accueillir près de 50 millions de passagers par an.

Sur le plan académique et médiatique, les universités singapouriennes (la National University of Singapore – NUS et la Nanyang Technological University – NTU) sont les meilleures universités asiatiques, avec respectivement le 11^{ème} et 12^{ème} rang mondial pour l'année 2019, selon le classement discuté de Quacquarelli Symonds (QS)¹⁶. Pour les think tanks singapouriens, selon le classement de l'université de Pennsylvanie, ces derniers sont dans les cents premières positions par rapport aux meilleurs think tanks mondiaux¹⁷. Là aussi, comme pour les grandes entreprises mondiales, la grande majorité des agences de presse internationales ont leur bureau d'agence de presse régional dans la cité-Etat, malgré le rang de Singapour dans le dernier classement de Reporters sans Frontières sur la liberté de la presse à la 151^{ème} position¹⁸. La chaîne d'information singapourienne, *Channel News Asia* a un important réseau en Asie du Sud-Est ce qui en fait un acteur incontournable sur la scène médiatique régional et renforce l'influence de Singapour dans la région.

D'un point de vue conjoncturel : un « sentiment » de transition amorcée en 2011

Les élections générales de 2011 ont été marquées par le score inopiné pour le principal parti d'opposition, le Workers' Party avec près de 46,58% des votes ou six sièges au parlement contre – seulement – 60% des votes ou quatre-vingt-un sièges pour le parti au pouvoir, le People's Action Party (PAP).

Deux ans après les élections de 2011, des émeutes ont éclaté dans le quartier à majorité indienne de *Little India* où vivent de nombreux travailleurs immigrés. Suite au décès d'un migrant victime d'un accident de la route, plusieurs centaines de personnes s'en sont pris au mobilier urbain et des véhicules ont été incendiés. Malgré l'envoi de policiers spécialisés dans le maintien de l'ordre, ceux-ci ont eu toutes les difficultés à rétablir l'ordre, et cela en dépit d'important moyens déployés. Sur le plan social, cet évènement a fragilisé « l'harmonie raciale » singapourienne avec plusieurs questions sur le vivre ensemble et entre communautés¹⁹. En 2015, le décès du fondateur de la République de Singapour, Lee

16 - Amelia Teng, «NUS and NTU top university rankings in Asia, 11th in world», *The Straits Times*, publié le 19 juin 2019, disponible sur : <https://www.straitstimes.com/singapore/education/nus-and-ntu-tie-as-asias-top-university>

17 - James G. McGann, *Global Go to Think-tank Index Report*, University of Pennsylvania, publication annuelle, Think-tanks and Civil Societies Program (ITCSP), disponible sur : https://repository.upenn.edu/think_tanks/; Pierre Ferrebeuf, « Les think tanks en Asie du Sud-est », *Asia Centre*, publié le 17 juin 2019, disponible sur : <https://centreasia.eu/les-think-tanks-en-asie-du-sud-est-pierre-ferrebeuf/>

18 - Reporters sans Frontières, « la page de Singapour », *Classement mondial de la liberté de la presse 2019*, disponible sur : <https://rsf.org/fr/singapore>

19 - Lim Yan Liang et Walter Sim, « Little India Riot : one year later – the night that changed Singapore », *The Straits Times*, publié le 6 décembre 2014, disponible sur : <https://www.straitstimes.com/singapore/little-india-riot-one-year-later-the-night-that-changed-singapore>

Kuan Yew alias Uncle Lee a fait prendre conscience aux Singapouriens la fin d'une époque, celle des *Pioneers*, les fondateurs et bâtisseurs de Singapour, pour une période sans doute plus incertaine.

En 2017, des appels à la prise de risque (inhabituel pour la cité-Etat) et à l'innovation sont apparus à l'image de la situation dans les transports publics, où le moindre incident est immédiatement relayé sur les réseaux sociaux. En 2018, lors des débats sur le statut des logements gérés par le HdB (Housing development Board), la population a commencé à se plaindre des avantages très limités du mécanisme : loin d'être propriétaires, comme on l'explique souvent, les Singapouriens demeurent dépendants des décisions gouvernementales, sans possibilité de transmettre un bien immobilier à leurs héritiers.

L'appel à des officiers généraux à la retraite pour diriger des entreprises nationales ou semi-nationales comme seconde partie de carrière professionnelle fait de plus en plus débat. Ces « généraux-à-tout-faire » ont subi plusieurs échecs dont dans le très symbolique système de métro singapourien qui a subi quelques incidents ces derniers mois.

Le sport est aussi un indicateur de la société singapourienne à plusieurs égards. La FIFA a suspendu la fédération singapourienne de football, car son président était directement nommé par le ministre des Sports et donc en infraction avec le règlement de la fédération internationale. Le premier athlète singapourien à avoir gagné la médaille d'or aux Jeux Olympiques est Joseph Schooling lors des Jeux Olympiques de Rio en 2016. Or, ce dernier s'est exilé très tôt aux États-Unis, en 2009, à l'âge de 14 ans, afin de poursuivre sa carrière sportive dans un meilleur environnement.

Enfin, l'un des enjeux les plus brûlants lors des prochaines élections est la stagnation de l'économie. Le taux de croissance officiel pour l'année 2018 est de 3,2%, tout juste pour garantir le plein emploi auprès de la population singapourienne malgré des disparités²⁰. Les emplois dans des secteurs demandés, comme le secteur financier, sont de plus en plus compétitifs. Même si les chiffres sont difficiles à mesurer, avec un taux de chômage officiel de 2,9%, le chômage commence à apparaître dans certains secteurs de l'économie²¹. Des initiatives dites « temporaires » sont mises en place par les autorités afin d'encourager les Singapouriens en difficulté à la reconversion vers des secteurs de l'économie plus porteurs, notamment les nouvelles technologies. Ces initiatives nous font penser à celles établies en France avec la création de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) qui devait être, elle aussi, temporaire²². Pour contrer ces indicateurs économiques

20 - Tang See Kit, « Singapore economy slows to 3.2% growth in 2018 », *Channel News Asia*, publié le 15 février 2019, disponible sur : <https://www.channelnewsasia.com/news/singapore/singapore-gdp-economy-slows-in-2018-growth-outlook-2019-11244876>

21 - *Singapore Business Review*, « Singapore unemployment rate dropped to 2.9% in 2018 », publié le 15 mars 2019, disponible sur : <https://sbr.com.sg/hr-education/news/singapore-unemployment-rate-dropped-29-in-2018>

22 - Olivier Bénis, « Il y a 50 ans naissait l'ANPE », *France Inter*, publié le 18 juillet 2017, disponible sur : <https://www.franceinter.fr/economie/il-y-a-50-ans-naissait-l-anpe>

en baisse, la cité-Etat dispose d'une confortable, mais non-inépuisable, réserve monétaire. Le gouvernement a plusieurs fois injecté de l'argent dans l'économie dans l'espoir de la dynamiser. Cela met en lumière l'épée de Damoclès au-dessus de l'économie singapourienne : sa dépendance à la bonne conjoncture du commerce mondial, à l'heure où les tensions commerciales entre les deux grandes puissances que sont la Chine et les États-Unis sont exacerbées.

Une dynamique politique quasi-imperceptible, parfois à contre-courant, ou alors cadrée

Raisons structurelles : une opposition mécaniquement muselée sur tous les fronts

Les autorités exercent un fort contrôle sur les médias et les think tanks singapouriens, mais aussi les agences de presse étrangères. Les médias traditionnels singapouriens comme *The Straits Times* ou *Channel News Asia* sont détenus par des intérêts publics ou le fond souverain de Singapour, le Temasek Holdings. La ligne éditoriale de ces médias est dans le meilleur des cas une caisse de résonance aux déclarations officielles, au pire, volontairement pro-People's Action Party, le parti au pouvoir. Les enquêtes d'investigation ou les débats sur des sujets sensibles, comme la corruption ou le choix d'un Premier ministre non-chinois, sont quasi-inexistants ou jamais aboutis. Les journalistes connaissent la ligne rouge et sont plutôt dans un rôle de scripteur que dans un rôle de journaliste, selon la définition du métier en Europe. Ces derniers mois, plusieurs initiatives gouvernementales ont inquiété les défenseurs de la liberté d'expression. La loi contre les *Fake News* sur internet a été vivement décriée par plusieurs ONG ou entreprises des nouvelles technologies comme Facebook ou Google. Selon cette loi, les autorités singapouriennes décideront quels contenus sont des « fake news » ou non et si oui, les plateformes en ligne devront rapidement les effacer sous peine de fortes amendes et d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à dix ans²³.

Du côté de l'opposition ou des oppositions, car il y a plusieurs partis d'oppositions avec des intérêts divergents, il y a plusieurs décalages. Déjà, il y a un fossé entre l'agenda des politiciens et les préoccupations de la population. Il y a aussi un décalage entre les activistes et les dirigeants de ces partis. Au sein même de ces partis, il peut y avoir des désaccords sur la stratégie à suivre et des querelles comme avec les députés du Workers' Party, le seul parti d'opposition avec des représentants au sein du parlement. Le résultat pour l'opposition est une absence d'union entre ces partis, et cela, à l'avantage du parti au pouvoir, le People's Action Party. A l'extérieur de ces partis politiques, les activistes dits « indépendants » manquent de crédibilité et de

23 - *The Guardian*, « Singapore fake news law a 'disaster' for freedom of speech, says right group », 9 mai 2019, disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2019/may/09/singapore-fake-news-law-a-disaster-for-freedom-of-speech-says-rights-group>

sérieux comme le blogueur Amos Yee qui a obtenu l'asile politique aux États-Unis après avoir été condamné en 2015 à Singapour pour avoir plusieurs fois critiqué Lee Kuan Yew via des vidéos sur YouTube. En 2017, ses différents comptes sur les réseaux sociaux ont été suspendus, car ce dernier défend la pédophilie...

Entre ces deux extrêmes, la majorité des Singapouriens est dans le confort et l'habitude, la passivité politique, le désintérêt ou encore, résignée. Le fait le plus probant est la non-éducation ou apprentissage de la démocratie dans les écoles. L'un des symboles est le fait que les délégués de classe sont désignés par les autorités scolaires...

Des limites et freins pour limiter l'expression politique en période électorale existent. Avant chaque élection, les autorités modifient les circonscriptions électorales afin de favoriser le parti au pouvoir grâce aux résultats obtenus aux précédentes élections (en anglais *gerrymandering*). C'est généralement l'un des premiers signes montrant si des élections vont se tenir dans les prochains mois. À la rédaction de ce compte rendu, les travaux du comité n'avaient, officiellement, pas commencé. Cela nous fait penser que les élections pourraient être reportées à 2020²⁴. Il faut souligner que les partis politiques d'opposition ont peu de temps pour s'organiser et se préparer aux campagnes électorales, celles-ci ne durant que deux ou trois semaines avant le jour des élections afin de favoriser le parti au pouvoir. Ce dernier contrôle le *tempo* de la vie politique à Singapour. Par exemple, il décide du jour des élections et donc le meilleur moment pour les tenir. Les règles constitutionnelles pour se présenter aux élections sont très strictes et contraignantes. Certaines circonscriptions exigent la candidature de cinq voire six personnes sur un même bulletin. Officiellement, ce procédé a été créé afin de favoriser la candidature de minorités ethniques (malais, indiens, ou autres). Cependant, le gain pour le parti au pouvoir est important. Premièrement, il faut pouvoir trouver et financer la candidature de ces cinq ou six personnes (dépôt de 16 000 dollars singapouriens pour chaque candidat) ce qui peut être difficile pour les petits partis d'opposition, avec deux-trois semaines de préavis. Deuxièmement, le People's Action Party peut envoyer un membre du gouvernement au sein de ces candidatures afin de favoriser le vote dans des circonscriptions qui lui sont défavorables. Le pari est que les électeurs seront plus sensibles pour les candidats avec un membre du gouvernement présent, puisque ce dernier pourra obtenir plus facilement des fonds publics pour la circonscription. Par ailleurs, à cause des cartes d'identité à montrer pour voter et des bulletins de vote issus de carnets à talons, il existe une peur – sûrement infondée – de votes qui ne seraient pas secrets ; les fonctionnaires en particulier le craignent et, par conséquent, pour éviter tout risque, préfère voter pour le parti pouvoir. Notons que ce sont aussi des fonctionnaires qui ont la mainmise sur l'organisation et le décompte des élections ; rappelons que lors des élections présidentielles de 2011, 7 000 voix séparaient

24 - Janice Lim, « Electoral boundaries review committee not appointed yet: Chan Chun Sing », *Today Online*, publié le 8 juillet 2019, disponible sur : <https://www.todayonline.com/singapore/electoral-boundaries-review-committee-not-appointed-yet-chan-chun-sing>

les deux candidats (du pouvoir et de l'opposition), tandis que 30 000 bulletins avaient été déclarés invalides...

Raisons conjoncturelles : un pays sous contrôle depuis la crise de 2008 et les élections de 2011

Le gouvernement singapourien a renforcé le contrôle de la société depuis la crise économique mondiale de 2008 et surtout après les élections de 2011, vécues comme un échec par le PAP. En période dite pré-électorale, les plus hautes autorités de la cité-Etat veulent tester les futurs ministres amenés à exercer de plus hautes responsabilités. Ainsi, nous avons souvent des remaniements pour les mettre à des postes exposés et ainsi voir s'ils parviennent à réussir ou non. Si la réponse est négative, alors celui-ci est rétrogradé voire redevient député. Les autorités veulent aussi améliorer le débat dans la société singapourienne, mais celui-ci doit être encadré et dirigé par les organes du parti au pouvoir. Après les élections de 2011, les services du Premier ministre ont mis en place le comité *Our Conversation 1*, sorte de grand débat national comme ce qui s'est déroulé en France au début de l'année. Le but était de faire participer les citoyens à la vie politique tout en encadrant celle-ci. Le ministre de l'Éducation de l'époque, Heng Swee Keat (aujourd'hui candidat officiel du PAP à la succession de Lee Hsien Loong) était le président du comité. Ce programme a été remis à l'ordre du jour en 2018 afin de préparer les prochaines élections avec toujours Heng Swee Keat comme principal cadre²⁵.

Depuis les élections de 2011, un virage au centre-gauche a été pris par le People's Action Party au sujet des questions économiques et sociales. Nous sommes passés du *Pioneer Generation package* au *Merdeka package*. Ce premier programme concerne la génération singapourienne pré-indépendance, les pionniers, ceux qui ont construit le Singapour d'aujourd'hui et qui sont au cœur du mythe singapourien. Il se compose d'une pension et de réductions au niveau des coûts de la santé, des transports en commun, du financement du HdB et des avantages dans les supermarchés. Il est sensé couvrir l'augmentation des coûts de la vie. Le *Merdeka package* concerne la génération postindépendance et contient pratiquement les mêmes avantages que le *Pioneer Generation package*. Ce programme a été annoncé lors du discours à la nation prononcé par le Premier ministre en août 2018. Il est certain qu'il a été créé avec les prochaines élections générales en ligne de mire. Généralement, plusieurs mois avant des élections, le gouvernement redistribue la TVA, le plus souvent, via l'octroi de bons d'achat. Il fidélise aussi les fonctionnaires avec l'allocation de plusieurs primes.

Les périodes électorales sont souvent le signe d'un renforcement de la sécurité, avec en parallèle une relecture de la première menace pour la cité-Etat : le terrorisme islamiste. La coopération entre les forces armées et les forces de police s'est renforcée

25 - Kelly Ng, « 4G leaders to launch dialogues with Singaporeans to chart country's future: Heng Swee Keat », *Today Online*, publié le 18 mai 2018, disponible sur : <https://www.todayonline.com/singapore/4g-leaders-launch-dialogues-singaporeans-chart-countrys-future-heng-swee-keat>

avec l'apparition d'une « opération sentinelle » singapourienne via des patrouilles de militaires dans des lieux symboliques comme les stations de métro ou l'aéroport. Les entraînements et les exercices des forces armées et des forces de police sont accrus tout en se livrant à une importante campagne de communication ou publicitaire via des vidéos postés sur les réseaux sociaux ou diffusés dans les lieux publics comme dans les métros. Ce genre de campagne rappelle que la lutte contre le terrorisme est l'affaire de tous, mais appelle aussi les citoyens à dénoncer toute situation anormale. La définition de cette « situation anormale » est très vague et peut parfois amener à la paranoïa et donc à l'augmentation de fausses alertes. Dans un clip de campagne, la situation anormale venait d'un individu portant un sweat à capuche et transpirant, donc potentiellement terroriste...²⁶

Depuis les années 2010, les condamnés à la peine capitale devenaient plus rares, avec aucune exécution pour les années 2012 et 2013. Or, les exécutions ont augmenté avec pour l'année 2018 une douzaine d'exécutions (chiffre difficilement vérifiable), un record depuis 2003. Selon les statistiques officielles, entre 1993 et 2003, 36% des exécutés étaient des étrangers venant de pays divers (États-Unis, Europe, Afrique, Asie et Sud-est asiatique). La peine de mort reste populaire au sein de la société singapourienne. Même s'il faut prendre des précautions avec les enquêtes, selon *Channel News Asia* en 2016, près de 82% des Singapouriens supportaient la peine de mort comme étant « efficace et permet[tant] de garantir la sécurité de Singapour »²⁷. Ces sondages justifient ainsi la position singapourienne sur la question au niveau de la scène internationale.

Depuis l'année 2011, il y a une prise de conscience des contraintes sociales et nationales au sein de la société. Des questions comme « qu'est-ce qu'être Singapourien ? », « Comment pouvons-nous vivre ensemble ? », « Qu'est-ce que la *racial harmony* ? », « Quelles sont nos relations avec nos voisins proches (Malaisie, Indonésie) ? », sont débattues, mais encadré par les autorités ou les écoles.



L'heure des débats (post-)post-coloniaux et de la génération post-miracle asiatique

Nouvelle donne à l'échelle nationale

La nouvelle génération de politiciens singapouriens ne peut plus se prévaloir du mythe des fondateurs et bâtisseurs de Singapour (*Pioneer generation*). Cette génération est tentée de prendre moins de risques et

26 - Government of Singapore, « Keeping Singapore safe and secure » *YouTube*, publié le 15 juin 2016, disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=waPBFNI0nco>

27 - *Channel News Asia*, « MHA conducting survey on death penalty to understand public sentiment », publié le 31 octobre 2018, disponible sur : <https://www.channelnewsasia.com/news/singapore/survey-on-death-penalty-mha-singapore-10884666>

de se reposer sur le travail des anciennes générations afin de garantir une « standardisation » de la vie politique singapourienne. Ainsi, ils sont perçus comme étant moins charismatiques et moins courageux sur les problématiques importantes par la population, d'où une certaine inertie, déception voire critique, des plus jeunes notamment. L'attente de la population auprès de ses politiciens est toujours grande. C'est justement le *People's Action Party* qui a créé ce lien politique entre les Singapouriens et ses politiciens. Aujourd'hui, ce lien politique peut se retourner contre ces derniers s'ils déçoivent.

Une déception de la population pour le parti au pouvoir ne veut pas forcément dire une adhésion aux programmes politiques de l'opposition, ou ici des oppositions. Comme mentionné auparavant, il existe un fossé entre les attentes des Singapouriens et les propos des partis d'opposition, ce qui aide le *People's Action Party*.

Les différents mythes singapouriens sur l'histoire moderne ou la vulnérabilité de la cité-Etat ne sont pas encore remis en cause, mais rediscutés. Le fait de dire que Singapour est très vulnérable de par sa taille, son manque de ressources naturelles, voire ses différentes communautés est vrai et faux. Vrai, car c'est un fait : Singapour n'a pas de profondeur stratégique en cas d'invasion, elle n'est pas encore auto-suffisante en eau potable, et ses communautés peuvent être manipulées par une puissance extérieure. Faux, car une invasion militaire de ses voisins proches, à commencer par la Malaisie n'est plus crédible du fait de la dissuasion des forces armées singapouriennes (un dispositif hors-norme pour une cité-Etat). Cette atmosphère d'« état d'urgence permanent » est encore moins pertinente malgré le risque d'attaque terroriste qui n'est pas nul. La tentative de Batam en 2016 le rappelle même si nous pouvons douter des capacités de ce groupe et donc de l'histoire officielle²⁸. La politique du « not if but when » a pour conséquences des attitudes inquiétantes, comme, en premier, la promotion de la délation. Par exemple, tout stationnement irrégulier est très souvent dénoncé aux forces de l'ordre, par exemple via l'envoi de photos sur la messagerie WhatsApp, avec la justification suivante : « low crime does not mean no crime ». Deuxièmement, la résilience est quasiment inexistante, car la sécurité a pris le pas sur le risque calculé. Ainsi, un exemple parlant est qu'un groupe de conscrits n'a pas pu faire un match de rugby, car il avait plu sur le terrain deux heures avant le coup d'envoi et cela était trop dangereux... Le résultat de cette attitude est une réticence à la prise de risque que cela soit dans les recherches académiques, le sport, le plan personnel, etc.

Il est aujourd'hui impossible d'ignorer la question de la pyramide des âges. Les Singapouriens ont de moins en moins d'enfants et parfois pas du tout. En 2018, le taux de fécondité était de 1,14, le plus bas depuis

28 - Bilveer Singh, « Why Singapore is a terrorist target », *The Diplomat*, publié le 28 juin 2017, disponible sur : <https://thediplomat.com/2017/06/why-singapore-is-a-terrorist-target/>

l'indépendance²⁹. Il y a des disparités avec ce chiffre, les couples malais singapouriens ont plus d'enfants que les couples d'ethnie chinoise. Malgré les annonces gouvernementales pour soutenir la natalité, il ne semble pas que cela ait d'impact sur le long terme étant donné le coût de la vie et le budget significatif en cas d'enfant(s). Cette question nous amène à nous pencher sur la question ethnique. Nous avons précédemment mentionné les langues de Singapour afin de respecter les différents groupes ethniques qui composent la cité-Etat. Or, il y a des défauts dans les chances d'accès à des hautes responsabilités dans la société. Au sein du People's Action Party, les principaux dirigeants importants sont tous de l'ethnie chinoise au détriment des autres qui sont au second plan. Au sein de l'armée, les officiers supérieurs appartenant aux ethnies autres que l'ethnie chinoise se comptent sur les doigts de la main. Cela a une raison historique. Dans les années 60 et 70, les malais singapouriens étaient considérés comme moins fiables par rapport aux autres groupes ethniques en cas de conflit avec la Malaisie. Dans chaque HdB, vous avez un quota pour chaque ethnie afin de promouvoir la mixité. Même si les résultats sont plutôt positifs au fil des décennies, nous avons des limites à la répartition par groupe ethnique où, certes, les familles vivent dans le même bâtiment, mais ne vont pas forcément dans les mêmes *food courts*, les mêmes commerces, etc. Chaque communauté ethnique est représentée au sein de la société avec des jours fériés dédiés à ses fêtes et une politique à l'école visant à enseigner la langue « historique » de l'enfant. Cependant, cela ne renforce pas forcément la mixité ethnique, où bien évidemment, les différents groupes ethniques se côtoient mais ne se mélangent pas forcément ensemble, notamment dans le cadre privé. Par exemple, il est impossible d'ignorer la question de l'islam malais ou indonésien jugé plus tolérant que l'islam arabe (par exemple saoudien avec le wahhabisme). Des djellabas ou des personnes portant le voile intégral sont pourtant apparus dans les rues de Singapour, vêtements qui ne sont pourtant pas traditionnels dans la région où prime le *baju kurung* ou la chemise *batik*. Pour l'ethnie chinoise, il est important de faire la différence entre chinois de Singapour (des chinois ayant immigrés à Singapour avant ou au début de la colonisation britannique) et chinois de la République Populaire de Chine. Pour anecdote, les diplomates singapouriens parlent en anglais lors des rendez-vous diplomatiques avec leurs homologues chinois alors qu'ils pourraient s'exprimer en mandarin. Cela montre à leurs interlocuteurs qu'ils ne sont pas des « chinois de l'outre-mer »³⁰. D'autre part, la plupart des jeunes Singapouriens d'ethnie chinoise

29 - Joshua Lee, « S'pore's 2018 fertility rate is lowest in history, even as more S'poreans get married », *The Mothership*, publié le 1 mars 2019, disponible sur : <https://mothership.sg/2019/03/spores-2018-fertility-rate-is-lowest-in-history-even-as-more-sporeans-get-married/>

30 - Amy Qin, « Worries grow in Singapore over China's calls to help 'Motherland' », *The New York Times*, publié le 5 août 2018, disponible sur : <https://www.nytimes.com/2018/08/05/world/asia/singapore-china.html>.

Bilahari Kausikan, « Singapore is not an island: views on Singapore foreign policy », *Singapour : Straits Times Press*, 2017, 337 pages. Lee Kuan Yew : « I am not in Fact Chinese », dans Lee Kuan Yew : *The grand master's insights on China, the United States and the world* de Graham Allison et Robert D. Blackwill, The MIT Press, 2013, 221 pages.

ne parlent pas bien ou pas du tout le mandarin malgré les programmes scolaires. Sur le plan migratoire, il y a là-aussi un clivage entre un pouvoir politique qui serait ouvert aux travailleurs étrangers par raison économique et une population hostile à cette immigration du fait de l'augmentation des prix et de la peur de l'étranger qui amènerait une hausse de la criminalité (aucun chiffre ne vient corroborer cette impression). Cela peut avoir une incidence sur les prochains résultats du People's Action Party.

De premières indications à l'échelle régionale ?

Sur la scène régionale, la politique étrangère de neutralité promue par la cité-Etat est de plus en plus difficile à poursuivre du fait de la compétition entre les États-Unis et la Chine. Singapour a des liens étroits avec ces deux acteurs dans divers domaines (les États-Unis avec la sécurité-défense, la Chine avec le commerce). Avec cette dernière, Singapour a eu des péripéties ces dernières années. Tout d'abord, les autorités de Hong Kong, à la demande de Pékin, ont retenu pendant plusieurs mois, des blindés des forces armées singapouriennes revenant d'un exercice sur l'île de Taiwan, rebelle aux yeux de Pékin. Cet incident a eu comme conséquences le transfert de la majorité des exercices qui se déroulaient à Taiwan vers l'Australie – plus sûr, ainsi qu'un refroidissement des relations entre Pékin, qui perçoit Singapour comme un allié majeur des États-Unis dans la région, et Singapour. En 2017, la cité-Etat a expulsé un chercheur chinois de la National University of Singapore pour avoir officiellement tenté « d'influencer la politique étrangère de la cité-Etat »³¹. Le Premier ministre Lee Hsien Loong n'a pas été invité pour un forum important concernant la Nouvelle route de la Soie présidé par le Président Xi Jinping à Pékin en 2017, signe d'un froid entre les deux pays³².

Si les relations avec la Chine peuvent être difficiles, elles peuvent l'être aussi avec les États-Unis, ce qui est plus surprenant. Singapour est très proche des États-Unis, tout particulièrement en matière de sécurité-défense. Aux yeux de Washington, Singapour s'est montrée trop passive, voire complaisante sur plusieurs actions chinoises, notamment en mer de Chine méridionale. Plusieurs observateurs ont jugé la politique singapourienne décevante lorsque la cité-Etat coordonnait le groupe ASEAN-Chine, notamment en 2017, et présidait l'ASEAN en 2018³³. Les Américains ont des facilités logistiques de l'US INDOPACOM à la base navale de Sembawang et sur la base aérienne de

31 - Tashny Sukumaran, « Huang Jing, Chinese-American academic expelled by Singapore, is working in Beijing and has 'no hard feelings' », *The South China Morning Post*, publié le 17 juin 2019, disponible sur : <https://www.scmp.com/news/asia/southeast-asia/article/3014872/huang-jing-chinese-american-academic-expelled-singapore>

32 - Bhavan Jaipragas, « What new Silk Road snub means for Singapore's ties with China », *The South China Morning Post*, publié le 18 mai 2017, disponible sur : <https://www.scmp.com/week-asia/geopolitics/article/2094781/what-belt-and-road-snob-means-singapores-ties-china>

33 - Thuc D. Pham, « Can Singapore foster ASEAN-China cooperation on the South China Sea », *The Diplomat*, publié le 22 décembre 2017, disponible sur : <https://thediplomat.com/2017/12/can-singapore-foster-asean-china-cooperation-on-the-south-china-sea/>

Paya Labar. Ces points d'appui facilitent les activités militaires américaines en mer de Chine du Sud, entre autres. L'accord entre les deux gouvernements se termine dans les années 2030, donc les négociations quant à un renouvellement des accords ont commencé. Il n'est pas certain que celles-ci aboutissent étant donné que plusieurs voix s'élèvent pour un retour à une politique d'autonomie (ni Chine, ni États-Unis) avec le départ des troupes étrangères du sol singapourien.

Pour la France, le Président Macron a invité le Premier ministre singapourien lors des cérémonies du 14 juillet 2018 à Paris. Ce dernier l'a invité pour la prochaine édition du Shangri-La Dialogue, organisé par le think tank britannique, The International Institute for Strategic Studies, comme invité d'honneur. Il est à noter que le groupe aéronaval a fait escale à Singapour au début de mois de juin, une première depuis 2002. La prochaine question est la place de Singapour dans la nouvelle stratégie en Indopacifique prônée par le Président Macron lors de sa visite en Australie en mai 2018.



Conclusion

Il est très difficile de faire un travail académique sur Singapour. Il existe de nombreux clichés sur la cité-Etat, notamment à l'étranger. Au-delà des chiffres officiels et des classements internationaux, il y a des problématiques plus profondes, qu'elles soient sociétales, économiques ou politiques. La question environnementale n'a pas été abordée et pourtant cela pourrait être le prochain sujet majeur à Singapour avec une jeunesse plus sensible à ces questions. Il est certain que le parti au pouvoir, le People's Action Party sera en tête lors des prochaines élections générales, mais il faudra suivre son score. S'il est inférieur aux résultats de 2011, « année noire » selon les dirigeants singapouriens, alors cela sera vécu comme un échec pour le PAP, mais surtout pour la nouvelle génération de politiciens qui pourrait être remise en cause. La famille régnante Lee prépare elle aussi sa succession et plusieurs observateurs regardent avec intérêt le fils de l'actuel Premier ministre Lee Hsien Loong, Li Hongyi, actuellement fonctionnaire et qui pourrait entrer en politique lors des prochaines élections pour une carrière toute tracée...³⁴

34 - Nicholas Yong, "A grandchild of Lee Kuan Yew in politics? Singaporeans divided on prospect, says survey", *Yahoo Singapore*, publié le 27 janvier 2019, disponible sur : <https://sg.news.yahoo.com/grandchild-lee-kuan-yew-politics-singaporeans-divided-prospect-says-survey-221916696.html>



Questions & Réponses

- Pouvons-nous observer un système politique ou une culture politique propre à Singapour ?

Il n'y a pas vraiment de culture politique propre à Singapour, car la cité-Etat prend en compte des legs de la colonisation britannique, des traditions malaisiennes mais surtout de la culture chinoise avec le confucianisme. Notons aussi le manque pendant longtemps de faculté de sciences politiques, précisément par crainte d'émancipation. L'actuelle Lee Kuan Yew School of Public Policy a été créée en août 2004.

- Comment pouvons-nous expliquer les propos du Premier ministre Lee Hsien Loong au sujet de l'invasion du Cambodge par les forces armées vietnamiennes en 1978 ?

Nous ne pouvons que supposer. Les propos sont sans doute un message envoyé au Vietnam, que la cité-Etat a longtemps aidé, financé et épaulé au sein de l'ASEAN, mais aussi à la Chine. Cependant, nous ne savons pas les raisons et pourquoi maintenant. Cela peut avoir un rapport avec la situation en mer de Chine méridionale et la position vietnamienne envers le conflit, Pékin et Washington, même s'il n'y a aucune indication pour le confirmer. La réponse se situe probablement au Vietnam, qui prendra la présidence de l'ASEAN en 2019 – d'où l'envoi de ce type de message ou pression en amont...

- Avons-nous des caractéristiques propres aux opposants ?

Les opposants viennent de tous les bords de la société, même au sein de la famille Lee ! Le frère et la sœur de l'actuel Premier ministre l'ont plusieurs fois vivement critiqué et sont aujourd'hui en exil. S'il devait y avoir une caractéristique pour la jeune génération d'opposants, nous pouvons dire qu'ils ont bien souvent vécu une expérience à l'étranger plus ou moins longue. Le gouvernement multiplie d'ailleurs les événements à l'étranger pour rappeler les étudiants expatriés vers le foyer national, afin de ne pas les perdre définitivement, comme c'est parfois le cas.

Ce compte-rendu a été préparé par Pierre Ferrebeuf (master RSIS, Singapour)

Eric Frécon est docteur en science politique, ancien enseignant-chercheur à l'Ecole navale (2012-2018) et chercheur-associé à l'IRSEM (Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire), à l'Ecole navale-Sorbonne ainsi qu'à l'IRASEC (Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine). Il coordonne l'Observatoire Asie du Sud-est (Asia Centre) depuis Singapour, où il a auparavant été Research fellow à la

RSIS (S. Rajaratnam School of International Studies à Singapour). Il a également été en post-doctorat à l'École normale supérieure de Lyon (Institut d'Asie orientale) ainsi que rédacteur-en-chef adjoint du magazine spécialisé *Diplomatie en 2011-2012*. Eric Frécon est l'auteur de *Chez les pirates d'Indonésie* (Fayard, 2011). Il a aussi co-dirigé *Asie du Sud-est et Asie de l'Est : de l'émergence à la puissance* (Ellipses, 2015) ainsi que « *La Chine et l'Asie du Sud-est : vers un nouvel ordre régional ?* », *Monde chinois – Nouvelle Asie*, été 2018, n°54-55 avec Benoît de Tréglodé. Il a embarqué à plusieurs reprises à bord de la mission *Jeanne d'Arc*, notamment à travers les détroits malais. En plus de Singapour, ses travaux portent sur Law Enforcement in Southeast Asian Seas. Enfin, il a donné des cours sur l'Asie du Sud-est à Sciences Po ainsi qu'à l'IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques).

- D'une vulnérabilité (sécuritaire) à une autre (socio-politique) – et ses conséquences. In CABASSET, Christine, TRAN C. (ed.). *Asie du Sud-est 2019*. Bangkok: IRASEC, 2019.

Bibliographie introductive (intervenant – hors présentations orales)

Articles (magazines spécialisés)

- *Asia Magazine*, « Singapour, la démocratie piratée », juin 2008.

- *Diplomatie*, « Singapour, au cœur du réseau stratégique » (août-septembre 2011 – article et dossier).

- *Grands dossiers de Diplomatie*, « Singapour: le changement, c'est – presque – maintenant » (juin 2012), p. 60-62.

- *ENA hors les murs*, « Singapour et la géopolitique d'un autoritarisme aigre-doux ? » (April 2015).

- *Diplomatie*, « Singapour, au pied du mur ? », n°91, mars-avril 2018, p. 21-25.

Articles (revues académiques)

- *Monde Chinois – Nouvelle Asie*, « Un objet de recherche mésestimé ? Singapour: une transition politique à retardement », été 2012, p. 19-28.

- *Monde Chinois – Nouvelle Asie*, « Singapour, gardienne de ses détroits », été 2012.

- *Hérodote*, « Indonésie et Singapour: destins géoéconomiques parallèles de deux potentielles puissances sud-est asiatiques », n°151, 4^e trimestre 2013.

Chapitres (les derniers en date)

- Singapour : la transition à reculons ?. In PESSES, TRAN (ed.). *Asie du Sud-est 2017*. Bangkok: IRASEC, 2017.

- Singapour : un sentiment de lente bascule ?. In PESSES, Abigaël, TRAN C. (ed.). *Asie du Sud-est 2018*. Bangkok: IRASEC, 2018.